



PRÉFET DE L'YONNE

PREFECTURE

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
INTERMINISTERIELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N°PREF-SAPPIE-BE-2018-061

du 13 AVR. 2018

**portant prescriptions complémentaires applicables à la société LOCARCHIVES
pour son entrepôt de stockage d'archives sur le territoire de la commune de CHÉU**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 511-1 et R.181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°DCLD.B1.1997.352 du 5 novembre 1997 autorisant la société LOCARCHIVES à exploiter un entrepôt de stockage d'archives sur le territoire de la commune de CHÉU ;

VU les courriers en date des 4 et 11 mai 2017 et du 18 janvier 2018, sollicitant la modification du périmètre des installations classées exploitées par la société LOCARCHIVES à CHÉU, pour son entrepôt de stockage d'archives ;

VU le rapport et les propositions en date du 28 février 2018 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du pétitionnaire le 27 mars 2018 et l'absence de remarques de sa part ;

CONSIDERANT que l'exploitant souhaite réduire le périmètre autorisé pour ses installations par la cession de parcelles inexploitées jusqu'à ce jour ;

CONSIDERANT que cette réduction implique des distances réduites entre les bâtiments, potentielle source de phénomènes dangereux, et les nouvelles limites du site ;

CONSIDERANT que le risque majeur présenté par ces installations est associé à un scénario d'incendie des cellules de stockage pouvant générer un phénomène dangereux matérialisé par des effets de flux thermiques ;

CONSIDERANT que l'exploitant a justifié que les zones concernées par ces flux thermiques à des seuils d'effets irréversibles (au-delà de 3kW/m^2) n'étaient pas de nature à impacter les parcelles destinées à être cédées ;

CONSIDERANT que les modifications des conditions d'exploitation proposées par l'exploitant ne constituent pas des modifications substantielles du fonctionnement des installations ;

CONSIDERANT que l'article relatif au titulaire de l'autorisation qui liste les parcelles délimitant le périmètre précédemment autorisé doit être modifié ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du pétitionnaire ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE :

ARTICLE 1^{ER} : PRESCRIPTIONS

L'article 1er « Titulaire de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n°DCLD.B1.1997.352 du 5 novembre 1997 est modifié de la façon suivante :

« La société LOCARCHIVES, dont le siège social est situé à 60 Rue de l'Arcade à PARIS (75 008) est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à procéder à l'exploitation d'un entrepôt d'une capacité de 14 400 tonnes dans un bâtiment de $104\,800\text{ m}^3$, destiné au stockage et à la gestion d'archives en papier sur le territoire de la commune de CHÉU sur les parcelles cadastrées section AM n°393, 394, 397 et 398. »

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : EXÉCUTION

La Secrétaire générale de la préfecture et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de la société LOCARCHIVES et dont copie sera adressée à :

- M. le Maire de CHÉU,
- Mme la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la DREAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de l'Yonne,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le 13 AVR. 2018



Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Secrétaire générale

Françoise FUGIER

Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre de la transition écologique et solidaire, d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

